

## SPÉCIAL: "AUTOGESTION"...

*Toute capacité travailleuse étant, de même que tout instrument de travail, un capital accumulé, une propriété collective, l'inégalité de traitement et de fortune, sous prétexte d'inégalité de capacité, est injuste et vol!*  
P. J. PHOUDHON. "Qu'est-ce que la propriété?"

### DOSSIER DE L'AUTOGESTION:

Nous l'avons déjà relevé, mais nous n'y insisterons jamais assez: notre position sur l'autogestion, au dernier congrès confédéral, a été très mal interprétée (en grande partie volontairement).

Nous ne nions pas qu'à l'intérieur de notre courant cette question fasse problème, mais sur la forme, non sur le fond. En effet nous sommes partisans de la gestion totale de l'économie par les travailleurs (et non par une nouvelle classe dominante issue des travailleurs), de la gestion ouvrière, et nous sommes convaincus que cette structure ne peut se développer qu'à l'occasion d'un mouvement révolutionnaire. Il y a incompatibilité totale entre autogestion, gestion ouvrière, d'une part, et toutes structures hiérarchisées d'autre part.

Alors doit-on abandonner le mot "autogestion" parce que certains lui imposent un contenu frêlé? ou bien, au contraire, doit-on se battre pour que les travailleurs l'utilisent et soient amenés à le pratiquer avec son sens initial?

Le débat n'est pas clos. Pour notre part nous n'avons pas l'intention qu'il soit byzantin. Aujourd'hui nous versons trois pièces au dossier:

- une critique du n°1415 de "Syndicalisme Magazine" (mensuel de la CFDT) de novembre 1972 consacré à l'autogestion;
- des extraits d'une brochure récente de Maurice Joyeux, "Autogestion, gestion directe, gestion ouvrière" (Editions La Rue);
- la première partie d'un article d'Alexandre Hébert intitulé "De l'autogestion à l'antisémitisme" paru dans, le n°59 (octobre 1972) de "L'Ouest syndicaliste".

-----

### F.O., LA C.F.D.T. ET L'AUTOGESTION:

*"L'autogestion, je ne sais pas ce que c'est. J'ai écouté Edmond Maire à la télévision et je crois qu'il ne le sait pas nonplus".  
Le secrétaire général de la CGT-FO.*

On pourrait croire à une boutade. Surtout quand une telle affirmation est dite sur un ton qui se veut humoristique. Pourtant nous trouvons cela plutôt attristant et ça ne nous porte pas à rire.

Un militant ouvrier a parfaitement le droit d'être pour ou contre "l'autogestion", il n'a pas le droit de traiter l'affaire à la légère, de feindre l'ignorance, de jouer l'indifférent et d'essayer de s'en sortir par quelque pirouette pour esquiver le débat. D'autant plus qu'une organisation syndicale, la CFDT, en a fait sa doctrine et vient de publier une brochure qui circule abondamment dans les usines, chantiers et administrations.

Pour ce qui nous concerne nous allons rappeler, quelques éléments sans lesquels il ne peut y avoir de

véritable débat autour de la question. Car nous entendons essayer qu'il y ait débat.

1- Au congrès confédéral de la CGT-FO de novembre 1971, les camarades anarcho-syndicalistes ont été à l'origine d'un texte d'orientation qui est devenu celui d'une minorité "*lutte de classe*". Ce texte (13% des mandats) s'opposait, à la fois à celui de la majorité confédérale et à celui d'une autre tendance animée par Labi et nourri des thèses soi-disant autogestionnaires de la CFDT. Chacun sait ce qu'il en est advenu et comment "*l'autogestionnaire*" en question a échoué lamentablement dans sa tentative bureaucratique et autoritaire.

2- Dans notre texte nous avons dénoncé ceux qui... "*sous couvert d'autogestion, de planification démocratique...*" aboutissent, en fait à l'intégration des syndicats en avançant des formules qui sont en réalité de la cogestion.

3- Notre position est confirmée par la lecture de la brochure de la CFDT et nous y reviendrons ci-dessous.

Occupons-nous d'abord de notre propre organisation.

C'est par peur du changement (tout en affirmant... presque "*Le changement c'est nous*"), par refus d'examiner toute possibilité de transformation des structures sociales actuelles, que l'on refuse en bloc l'idée même d'autogestion, dans la mesure où cette idée traduit la volonté de combattre le capitalisme jusqu'à sa disparition et son remplacement par une société socialiste libertaire.

La confédération F.O. est une organisation syndicaliste réformiste. En principe les réformistes prétendent oeuvrer à la transformation de la société. Or le réformisme actuel s'en tient uniquement à améliorer le contenu des conventions collectives, à gérer paritairement des organismes sociaux, à atténuer quelques injustices trop flagrantes, à corriger des inégalités trop voyantes. Ne faisant que cela il contribue (même animé des meilleures intentions) à perpétuer le système capitaliste, à en être, un régulateur.

Maintenir une organisation de classe, indépendante de tout groupement extérieur, est certes indispensable et ce point constitue l'accord de base nécessaire qui fait que syndicalistes révolutionnaires et réformistes peuvent cohabiter au sein de la même centrale. Mais à partir du moment où le réformisme limite son projet au seul aménagement de la condition ouvrière dans le cadre du système capitaliste, sans le remettre en cause, il devient l'auxiliaire de ce système. La droite de la confédération en a pleinement conscience et souhaite même que cela soit érigé en doctrine officielle.

En répétant à nouveau ce qui nous semble des vérités élémentaires nous ne mettons pas en cause des hommes. Nous ne sommes pas de ceux qui ont la condamnation facile et nous répugnons à utiliser un certain vocabulaire, cher aux staliniens, qui d'ailleurs ne serait pas exact. Simplement nous constatons que le réformisme, livré à lui-même, n'offre aucune perspective réelle à la classe ouvrière et se condamne à ne pas faire mieux qu'une compagnie d'assurances, garantissant contre certains risques.

Evidemment cette partie de l'action syndicale n'est pas inutile. Elle est même indispensable et est une des tâches naturelles du syndicat. Mais l'action syndicale limitée à ce simple aspect des choses est incomplète. Et justement parce qu'elle est incomplète elle entraîne les conséquences signalées ci-dessus.

La Charte d'Amiens, à laquelle on aime tant se référer, mais uniquement sur le chapitre de l'indépendance, allait bien plus loin que cela. Quand elle préconise "*l'expropriation capitaliste*" et déclare que "*le syndicat, aujourd'hui groupement de résistance, sera dans l'avenir le groupement de production et d'échanges*", elle prolonge la simple action revendicative immédiate et précise les finalités révolutionnaires du syndicalisme.

On peut évidemment discuter longtemps pour savoir si c'est le syndicat ou d'autres organismes qui prendraient en charge la production, l'échange, la distribution. Ce qui est fondamental c'est l'idée, contenue dans la Charte d'Amiens, selon laquelle le syndicalisme doit avoir une finalité révolutionnaire sous peine de se dénaturer. Or c'est cet objectif qui s'éloigne de plus en plus des préoccupations de la majorité confédérale.

C'est bien dommage: car le désir de modifier les structures en place, la révolte qui monte dans des couches de plus en plus importantes de jeunes (et de moins jeunes) contre la société capitaliste, société de plus en plus mécanisée; robotisée, bétonnée, dépersonnalisée, sera utilisée par d'autres.

Le mouvement syndicaliste réformiste, parce qu'il est de structure fédéraliste, parce qu'il se méfie énormément de l'étatisation, parce qu'il s'oppose au centralisme, pourrait assumer cette révolte, la prendre en compte, lui offrir des possibilités de réalisations concrètes, à condition de se dépasser, de se battre pour

mettre en application les buts de la Charte d'Amiens au lieu de se satisfaire d'un pieux rappel de fidélité lors de chaque congrès.

Entre une CGT inféodée à un parti totalitaire et une CFTC soumise à la hiérarchie catholique, il y avait place pour une organisation syndicaliste indépendante, résolument revendicative, mais menant en même temps le combat pour une transformation de la société. Cette place la CFDT tente de la prendre et semble y réussir en partie. Elle le fait avec pas mal d'habileté, beaucoup de démagogie et en voulant nous faire prendre des vessies pour des lanternes.

Nous n'ignorons pas qu'elle est dirigée par des militants chrétiens. Nous savons aussi que de nombreux partis (socialiste, ligue communiste, maoïstes, PSU, etc...) essaient de s'en assurer le contrôle, au moins partiellement dans certains syndicats ou régions. Nous savons qu'il s'y livre une bataille entre différentes équipes pour le contrôle de l'appareil.

D'autre part il est de plus en plus clair que "*l'autogestion*" de la CFDT n'a rien de commun avec les thèses syndicalistes révolutionnaires. Lorsque Edmond Maire veut identifier la CFDT au courant anarcho-syndicaliste, lorsqu'il évoque Proudhon ou Pelloutier, il s'agit d'une véritable escroquerie.

Oui! nous savons tout cela! mais il n'empêche que des milliers de jeunes travailleurs ont afflué à la CFDT, surtout depuis mai 1968, parce qu'on leur a offert une autre voie entre le socialisme autoritaire illustré par les exemples de l'Europe de l'Est et le régime capitaliste. Ce phénomène des dernières années n'est pas niable et c'est pratiquer la politique de l'autruche que vouloir l'ignorer.

Ces nombreux jeunes travailleurs sont donc allés à la CFDT parce qu'on leur y explique qu'une convention collective, aussi bonne soit-elle, ne règle rien de fondamental et qu'il faut faire déboucher l'action syndicale sur une remise en question radicale de la société.

Ce n'est pas parce qu'ils sont entrain de se faire abuser qu'il faut prendre l'affaire à la légère. Or ils sont effectivement en train de se faire abuser et la lecture du numéro spécial de la CFDT sur "*l'autogestion*" est édifiante quant à l'art et la manière de dénaturer une idée. Ce ne sont pourtant pas les formules édifiantes qui manquent dans ce texte. Citons en quelques unes:

*Dans l'autogestion:*

*- ce sont les travailleurs qui éliront les responsables de l'entreprise aux différents niveaux (de l'atelier à l'ensemble de l'entreprise);*

*- ce sont les travailleurs qui décideront collectivement de l'organisation du travail et des conditions de travail;*

*- ce sont les travailleurs qui détermineront, dans le cadre du plan démocratique, la politique de l'entreprise en matière de fabrication, de répartition des investissements, de rémunération.*

*Ils deviendront ainsi collectivement maîtres de leur travail, ils décideront de la répartition du produit du travail collectif...*

*Dans l'entreprise et en dehors:*

*- bien entendu ils ne pourront pas décider n'importe quoi, car la décision de fabriquer tel ou tel produit ne concerne pas seulement les travailleurs de l'entreprise...*

*Seule une conception autogérée du socialisme constitue une alternative réelle au capitalisme actuel, permettant de prendre en charge un développement de plus en plus aveugle...*

*Non, l'autogestion n'a pas de sens, elle n'est pas réalisable dans le capitalisme. Elle constitue un système opposé au capitalisme...*

*L'autogestion n'est pas compatible avec la propriété privée des moyens de production et d'échange. C'est, ce que la CFDT exprime en liant son projet d'autogestion à la propriété sociale....*

*La CFDT emploie le terme de propriété sociale. Elle ne veut pas d'une propriété étatique qui prive les travailleurs du pouvoir réel sur les moyens de production qu'ils utilisent.*

*Le premier principe de l'autogestion c'est que toute décision est prise au niveau le plus décentralisé qu'il est possible de le faire en respectant l'intérêt général. Le deuxième principe, c'est que les organes responsables sont élus et contrôlés à tous les niveaux. Ils exécutent la politique définie collectivement. Le troisième principe c'est qu'une confrontation est organisée entre les différentes instances (quartier, commune, entreprise, etc...) qui sont concernées par une décision...*

Oui: formules séduisantes mais qui sont immédiatement tempérées par d'autres affirmations où l'on voit apparaître les véritables intentions:

*Pour réaliser l'autogestion il faut d'abord exproprier les capitalistes, ce qui suppose au moins la prise du pouvoir central...*

*De multiples confrontations seront nécessaires à tous les niveaux. Entre les entreprises et les communes. Entre les régions et le gouvernement central...*

*L'autogestion est inséparable de la propriété sociale des moyens de production et d'échange. Comme il n'y a aucune chance que les propriétaires capitalistes en fassent cadeau d'eux-mêmes aux travailleurs cela exige que ceux-ci s'emparent du pouvoir d'Etat...*

*Comment se passera cette prise du pouvoir? Sans exclure l'éventualité d'un changement électoral, la CFDT dit que de toutes façons les luttes sociales et l'action des masses populaires seront décisives. En effet il ne suffit pas de remplacer un gouvernement par un autre. Il faut que le pouvoir des travailleurs et de la majorité de la population s'exerce sur tout le fonctionnement de la société et de l'Etat. Cependant une fois pris l'appareil d'Etat, la société autogérée ne se mettra pas en place d'un seul coup, à un claquement de doigts. Le poids des structures capitalistes, des habitudes acquises et notamment des comportements hiérarchiques millénaires, les manières de penser liées à la société de profit, tout cela ne peut se renverser que peu à peu. L'action des travailleurs pour imposer le socialisme sera longue, même si la rupture politique introduite par la prise de l'appareil d'Etat permet certains changements immédiats...*

Dans ces citations nous avons souligné quelques expressions qui nous paraissent très significatives. On peut nous faire un procès d'intentions en nous disant: "*vous trichez..., vous trieux certaines phrases*". Il suffit de se rapporter à la brochure pour se convaincre que nous ne trichons pas.

Pour nous les choses sont claires: "*l'autogestion*" de la CFDT passe par la prise du pouvoir politique et de l'appareil d'Etat. Mais comment les travailleurs prendront-ils ce pouvoir? A l'aide de quelle organisation? Sur ce point capital la brochure est singulièrement muette. Par contre la réponse nous est donnée dans le rapport présenté au dernier congrès confédéral de la CFDT (mai 1970), qui précise que: "*dans l'entreprise autogérée le syndicalisme ne se transforme pas en institution gestionnaire*". Et que la mise en oeuvre de l'autogestion suppose: "*avant que la première réalisation soit possible, la conquête du pouvoir, en particulier du pouvoir central par des forces politiques décidées à faire du principe de l'autogestion un des axes essentiels de l'organisation de l'économie.*"

On ne peut être plus clair! Ces positions formulées il y a un plus de deux ans n'ont pas varié: aujourd'hui le bureau national de la CFDT affirme qu'il souhaite la défaite électorale du pouvoir en place. Ce qui revient à dire qu'il faut voter pour les partis de gauche et d'extrême-gauche. En espérant sans doute qu'une fois installé ce nouveau pouvoir sera obligé par les actions populaires d'accepter la pratique progressive de l'autogestion, puisque "*l'action des travailleurs pour imposer le socialisme sera longue*".

Cela n'est pas sans nous rappeler la fameuse théorie sur le dépérissement de l'Etat: prenons le pouvoir, conquerrons l'Etat: passé entre les mains des travailleurs il commencera à dépérir, pendant une période transitoire, pour faire place à la société sans classe ni Etat. Théorie qui a déjà été expérimentée et qui a conduit à ce qu'on sait parce qu'elle refuse de tenir compte de la nature intrinsèque de tout pouvoir.

En fait la CFDT nous propose le plan suivant:

1- prise du pouvoir d'Etat par la gauche politique; or qu'est-ce que la gauche politique? sinon le PCF- le PS, voir le PSU.

2- cette gauche au pouvoir nationalisera les secteurs clés de l'économie: "*Bien entendu les principaux moyens de production, ceux qui pèsent d'un poids déterminant sur l'orientation générale d'une économie, doivent demeurer ou devenir propriété de la nation*" (Congrès CFDT 1970).

3- La gauche octroiera, distribuera, des parcelles "*d'autogestion*" au niveau des entreprises. Les travailleurs pourront alors participer à l'amélioration du rendement, à la définition des cadences, à la désignation de la maîtrise. C'est-à-dire qu'ils "*autogéreront*" leur propre exploitation. Chapeau!

Nous voyons donc qu'il s'agit d'une véritable mystification car il ne peut y avoir autogestion (c'est-à-dire gestion directe de la production par les salariés à travers leurs organisations fédérées) à partir de la conquête de l'Etat.

Le syndicalisme réformiste est congénitalement incapable de transformer fondamentalement la société capitaliste. Le "*socialisme*" étatique a produit les résultats que l'on sait. Les chrétiens progressistes de la CFDT affirment vouloir rejeter à la fois le capitalisme et le socialisme autoritaire. La solution ne peut être que le socialisme libertaire et les dirigeants de la CFDT le savent bien, mais ils ne peuvent accepter ses thèses fondamentalement en contradiction avec leur formation et avec les options des fractions auxquelles ils

appartiennent (1). Aussi ils nous présentent un projet qui, en apparence seulement, se prétend d'inspiration proudhonienne et (pourquoi pas???) anarcho-syndicaliste.

Nous sommes plus sensibles à la réalité qu'aux apparences. Or la réalité c'est une parodie d'autogestion qui serait imposée par l'appareil d'Etat devenu (sans doute par l'opération du Saint Esprit) prétendument non bureaucratique. C'est tout le contraire des thèses cohérentes du socialisme libertaire.

(1) Prétendre que la doctrine chrétienne est à tendances socialistes, c'est une des principales mystifications du XXème siècle. Le christianisme est une mystique qui, pour vaincre les mystiques dominantes de l'époque (il y a 2.000 ans), s'est servi des exploités en les attirant avec une démagogie égalitariste, juste le temps qu'il fallait. *"Un riche entrera plus difficilement au royaume de mon père qu'un chameau ne passera par le chât d'une aiguille"*, ce qu'on s'en fout !!!

-----

## **"AUTOGESTION, GESTION DIRECTE, GESTION OUVRIERE" de Maurice Joyeux, Ed. La Rue, (extraits):**

Et devant l'impuissance de nos marxistes "purs et durs" à nous révéler le contenu exact du mot autogestion sans l'écraser ou plutôt le camoufler sous les phrases creuses, grandiloquentes et passablement obscures du catéchisme marxiste, on est bien obligé de supposer que ce mot forgé par des intellectuels n'avait pas, dans leur esprit, d'autres ambitions que celles qui sont contenues dans son étymologie et, qu'en fait, il s'agissait de la gestion d'une entreprise, d'un service ou d'une administration par tous ceux qui, d'une façon ou d'une autre, participaient à leur fonctionnement. Sans plus!

C'était peut-être suffisant pour satisfaire un esprit court, pour qui mâchonner le mot équivalait à la réalisation du fait. Mais pour l'ouvrier et, en particulier, pour le révolutionnaire qui est convié à l'autogestion, des questions se posaient. Questions qui ne sont jamais abordées, qui sont considérées comme allant de soi. Et l'absence de réponse précise à ces questions a créé une telle confusion dans les esprits et autour du mot, qu'on a pu voir M. Guy Mollet lui-même se réclamer de l'autogestion dans un article de *"France-Soir"* sans soulever le rire ou l'indignation...

La participation à la gestion d'une entreprise n'a d'intérêt pour un ouvrier que si elle transforme ses conditions d'existence. Gérer une entreprise en commun alors que cette entreprise conserve ses structures de classe consisterait pour les ouvriers à gérer leur propre misère, leur propre exploitation. Et ce qui confère à l'entreprise ses structures de classe ce sont les différences de rémunération, c'est le maintien d'une autorité qui excède le cadre de la tâche accomplie, c'est la répartition du profit de l'entreprise, c'est la distribution d'une plus-value que le travail de tous a créée, ce sont les privilèges de l'encadrement, c'est enfin la propriété de l'entreprise.

Or il faut poser une question primordiale à toutes les autres. Les intellectuels marxistes sont-ils partisans de l'abolition de tous les privilèges de classe au sein de l'entreprise? Si c'est leur intention, alors dans cette entreprise il n'existe plus qu'une seule classe différenciée seulement par la nature d'une tâche à accomplir, évaluée de façon égalitaire sur tous les plans, économiques, sociaux et moraux. Il ne reste plus qu'une seule catégorie de salariés quelle que soit la fonction accomplie. Tous sont des ouvriers manuels ou intellectuels, voire des employés des services, ainsi que l'avaient revendiqué les grands de l'organisation ouvrière avant et après la Commune...

Demain, si dans l'entreprise autogérée il reste des différenciations économiques, il se reconstituera une nouvelle classe dirigeante qui défendra par tous les moyens ses privilèges de classe.

Les anarchistes pensent, au contraire, qu'il faut détruire tous les privilèges de classe sans exception, de façon que, dans les moments difficiles qui suivent les transformations économiques, le peuple puisse éviter les facilités que lui proposent les politiciens socialistes de tous calibres et dont l'exemple le plus illustre reste la NEP imposée par Lénine, qui sonna le glas de la révolution russe...

La gestion directe n'a d'intérêt pour les travailleurs que dans la mesure où elle supprime les classes à l'intérieur de l'entreprise. L'égalité des salaires et la limitation de l'autorité à la tâche particulière que chacun a à accomplir sont les seuls obstacles à la reconstitution sous une forme diversifiée du système de classes dans l'entreprise, cellule de base de l'exploitation économique de classe...

La gestion directe des entreprises précède pas mais suit le renversement révolutionnaire de la société de classes...

En fin de compte c'est à l'usine que se réglera le problème de la gestion ouvrière ou de l'autogestion. C'est contre ce roc de l'organisation de l'usine, que se sont heurtés tous les essais de socialisme gestionnaire. L'Espagne révolutionnaire de 1937 est une exception, mais l'état de guerre révolutionnaire maintenait alors chez les travailleurs un haut niveau de responsabilité. Pour que la gestion directe fasse ses preuves, il faut la construire non pas pour un instant exceptionnel, mais, pour fonctionner dans une situation normale. Ce qui suppose le renoncement au folklore et bla-bla-bla "*révolutionnaires*". C'est à partir de l'usine solidement organisée que peuvent s'ordonner les éléments de coordination à l'échelon local, régional, national, voire international...

Nous avons vu que la gestion directe, l'autogestion ou la gestion ouvrière n'était pas une fin en soi, mais un moyen d'émancipation et que seule l'égalité économique qui supprimait les classes au sein de l'entreprise justifiait la prise en main par les travailleurs des moyens de production et d'échange.

Nous avons vu que l'autogestion telle qu'on nous la propose est un mot creux qui, sous une phraséologie appropriée, maintient dans l'entreprise des différenciations économiques entre les "*gestionnaires*". Il s'agit d'une récupération au profit d'un clan politique qui se dissimule sous le masque du socialisme, voire de l'anarchie, pour exproprier à son profit les avantages dont jouissent les classes possédantes actuelles.

Nous savons également que c'est au nom de l'intérêt général des travailleurs que ces opérations se sont accomplies au cours de l'histoire et qu'elles ont toutes donné naissance à des classes nouvelles. Pour justifier cette forfaiture, les républicains, les socialistes, les révolutionnaires de toutes tendances se sont servis d'une formule magique: "*la période intermédiaire*". Et de période intermédiaire en période intermédiaire les hommes ont changé de maîtres, mais ils ont continué à servir des maîtres. "*Il ne s'est jamais produit de révolution véritable*", disait Camus. Il avait raison. Seule l'égalité économique en supprimant les classes marquera une rupture dans l'organisation d'un monde étonnément statique sur le fond bien qu'extrêmement évolutif dans la forme ...

Et pour qui prend un peu de recul, il suffit de suivre les remous qui se sont produits dans les pays "*autogestionnaires*" qui, comme la Yougoslavie et l'Algérie, ont conservé les différenciations économiques de classes au sein des entreprises, pour comprendre que l'autogestion peut devenir un filon pour des malins qui y trouveront leur profit comme la bourgeoisie en 1789 a trouvé son profit dans la liberté politique. D'ailleurs il suffit de lire dans le programme que nous propose le parti socialiste le paragraphe réservé à l'autogestion pour être édifiés. Il s'agit simplement de faire quelques expériences dans le cadre d'un régime capitaliste qui continue, simplement tenu en laisse par quelques nationalisations clés. Croire que le système en place supportera de se laisser manger tel l'artichaut, feuille après feuille, donne bien la limite de nos gauchistes autogestionnaires. La révolution gestionnaire sera globale, c'est-à-dire que les industries, les services et les échanges pourront s'articuler entre eux, ou il n'y aura pas de gestion directe, réelle, effective. Tout au plus comme en Israël et en Algérie, il pourra exister ou plutôt être toléré par la classe dirigeante un mince secteur gestionnaire, à l'usage de la propagande et gangréné de l'intérieur de façon à disparaître aussitôt que le régime le jugera utile. Et encore ce secteur expérimental sera limité à l'agriculture ou à des secteurs marginaux comme le fut l'expérience Barbu.

La gestion de l'industrie par les travailleurs doit être totale et toucher en priorité les forces économiques essentielles. Elle est le fruit de la destruction complète des structures économiques du régime capitaliste et de son lien de coordination: l'Etat. C'est la révolution annoncée, depuis deux mille ans et enfin réalisée, grâce au moyen moderne d'expropriation et de gestion: LA GREVE GESTIONNAIRE!...

C'est pendant cette période où l'Etat et les organisations syndicales et politiques sont désarmées que l'action décisive est possible. C'est l'instant où de grève revendicative, de grève de refus, la grève doit devenir expropriatrice puis gestionnaire. C'est l'instant où les usines doivent se remettre à tourner sans, leur direction et sous le contrôle des organisations syndicales, des comités d'entreprises, des conseils ouvriers, la manière importe peu. C'est l'instant de la chance révolutionnaire...

Quelles que soient les forces de coercition, quelque soit l'appui que la partie réactionnaire de la population apporte au pouvoir, quel que soit le double jeu des partis et des syndicats, il serait pratiquement impossible de rétablir l'ordre dans les usines touchées par un mouvement gestionnaire de l'importance des mouvements de 1936 ou de 1968...

C'est à l'instant où des luttes politiques qui se sont déclenchées dans le pays aboutissent à la désorganisation de l'Etat que les travailleurs des usines pensent à profiter de l'occasion pour poser des problèmes revendicatifs. C'est ce qui s'est passé en 1968. La grève gestionnaire, profitant de la même situation, pose non plus les problèmes revendicatifs de salaires, mais les problèmes de la direction et de la propriété de l'usine. A ce moment, le mouvement ouvrier n'est plus à la remorque des partis de gauche et de leurs programmes, mais il les met devant le fait accompli et leur impose une organisation économique nouvelle...

Il est certain que l'autogestion proposée par les amis de Mitterrand ou de Rocard est sans consistance. Une simple clause de style qui colore un programme, sans plus. Le gauchisme, lui, s'est empêtré dans ses histoires de communautés qui, depuis cent cinquante ans, défraient la petite histoire du mouvement ouvrier sans autre résultat que des tentatives éphémères. On ne construit pas le socialisme dans un environnement capitaliste. Le parti communiste s'en tient aux nationalisations, c'est-à-dire au capitalisme d'Etat. La seule chance qui reste à la gestion ouvrière, c'est de naître de la conjoncture à la suite d'une poussée ouvrière de la base...

Nous sommes pour la gestion de l'économie par les travailleurs parce que nous refusons le système capitaliste et son agent de coordination, l'Etat. Nous voulons établir l'égalité économique, complément indispensable de l'égalité politique, sans laquelle il n'y a de liberté que pour ceux qui ont les moyens de l'acheter. L'autogestion, la gestion ouvrière, la gestion directe, comme on voudra, nous semble la structure appropriée pour produire les objets nécessaires à l'existence en aliénant le moins possible la liberté. La grève gestionnaire nous semble, dans l'état de complexité de l'économie moderne, le moyen le plus efficace pour arracher aux classes dirigeantes les instruments de la production et de l'échange.

-----

### **"DE L'AUTOGESTION A L'ANTI-SEMITISME" (extraits) d'Alexandre Hébert, "L'Ouest Syndicaliste", n° 59, oct.72:**

Les cahiers du CERES (2) ont publié, en janvier 1972, une étude consacrée aux *"problèmes de la démocratie dans l'entreprise"*. Si nous en trouvons le temps nous consacrerons une analyse plus complète à ce texte qui, s'il n'apporte pas d'idées originales, n'en est pas moins significatif.

Notre camarade Dehan, quant à lui, discute fraternellement avec nos amis de l'OURS qui n'ont pas, eux, découvert le socialisme ni en 1968, ni à l'*Ecole Nationale d'Administration (ENA)*.

Quoi qu'il en soit il nous semble, aujourd'hui, plus que jamais nécessaire de démystifier certains mots trop imprécis pour être honnêtes. Les dominicains qui font dans le *"populaire"* et le *"social"* ont, en France, renoncé au mot corporatisme quelque peu discrédité, il faut bien le dire, après les expériences malheureuses d'Hitler, Mussolini et Pétain (sans parler de Salazar et Franco).

Donc, après la dernière guerre mondiale, un changement de vocabulaire s'imposait. Ces gens-là disposent de moyens puissants et, par le truchement des *"mass média"* (les mêmes qui ont réalisé ce tour de force de ne pas dire un mot de la grève du Bâtiment de Nantes), ont fini par populariser des mots comme: planification démocratique - auto-gestion - contrôle ouvrier.

Le fait que deux d'entre eux (autogestion et contrôle ouvrier) aient pu, en d'autres temps, être utilisés par Proudhon ou Trotsky ne doit pas nous empêcher de les apprécier dans leur acception actuelle. Les mots expriment des idées et les idées deviennent des forces matérielles.

Mais revenons précisément aux idées de M. Chevènement telles qu'il les expose dans les cahiers du CERES. Tout d'abord, dès la page 4, une profession de foi: *"L'autogestion n'est pas l'anarchie, mais la première instance de la planification démocratique"*.

Et voilà pour Proudhon inventeur de l'auto-gestion. Dans un chapitre intitulé *"Problématique de l'auto-gestion"*, on tente de nous expliquer, dans un jargon à la fois confus et prétentieux, ce qu'est, l'auto-gestion et pourquoi il ne faut pas la croire possible dans l'immédiat, même en cas de victoire d'un gouvernement *"d'unité populaire"*. Comme quoi les leçons de l'histoire ne sont pas perdues pour tout le monde. En d'autres temps Rhoem et ses acolytes, faute d'avoir pris cette précaution élémentaire, furent physiquement liquidés par le national-socialisme triomphant.

Nous sommes prévenus et il faudra nous contenter du "contrôle ouvrier". Mais qu'est-ce que le contrôle ouvrier? Les distingués auteurs du CERES nous en donnent (pages 27, 28 & 29 de leur libelle) une définition:

*"Le contrôle ouvrier est un instrument de la lutte des classes que le pouvoir d'Etat, aux mains d'un gouvernement d'unité populaire, doit mettre à la disposition des travailleurs. Il concerne par conséquent toutes les entreprises, quel qu'en soit le mode de propriété. Il est d'autant plus important d'insister sur ce point qu'il est souvent contesté... Le contrôle ouvrier donne prise aux travailleurs sur la gestion de l'entreprise, puisqu'il se traduit concrètement par un pouvoir de veto qu'ils exercent sur l'embauche et le licenciement, l'organisation du travail - horaires, détermination des cadences, aménagement et affectation des postes de travail - l'application de la classification professionnelle, la répartition des salaires et la nomination de la maîtrise, mais il ne transfère pas la gestion de l'entreprise aux travailleurs. Ce transfert implique non seulement la socialisation juridique de l'entreprise, mais le développement de la formation et de l'information des travailleurs".*

Comme on vient de le lire, le contrôle ouvrier ne "transfère pas la gestion de l'entreprise aux travailleurs" mais se contente en quelque sorte de leur confier des responsabilités dans le domaine de la discipline. D'ailleurs, dans un louable souci de clarté les petits jeunes gens issus de l'ENA prennent le soin de fixer eux-mêmes les limites de nos attributions.

Tout d'abord: *"Le contrat de travail ne liera plus le travailleur au patron, mais à la collectivité des travailleurs représentés par le Comité".*

Conséquence: *"En matière disciplinaire les sanctions seront prononcées et décidées par les représentants des travailleurs et non plus par la direction du personnel; l'échelle des sanctions sera, déterminée par le Comité... Enfin, la notion de hiérarchie et les relations au sein de l'entreprise doivent perdre leur caractère militaire. Cette mutation ne s'effectuera pas en un jour. Dès à présent, on peut néanmoins considérer que si les sanctions échappent à la hiérarchie et donc au patron, les relations hiérarchiques traditionnelles seront notablement battues en brèche..."*

Les militants syndicalistes transformés en flics du patron... on croit rêver. Et pourtant ces idées ne sont pas nouvelles. Déjà en 1908, au congrès de la SFIO (*Section Française de l'Internationale Ouvrière*) elles donnèrent lieu à un débat entre Hubert Lagardelle et Jean Jaurès. Voici un extrait de leur discussion:

**LAGARDELLE:** *Je n'ai parlé que de l'organisation libre du travail par les travailleurs eux-mêmes et je n'ai pas visé la gestion administrative de l'entreprise elle-même. J'ai dit, par analogie: de même que dans l'atelier capitaliste, les ouvriers chassent l'organisation patronale, de même dans l'atelier étatique, les ouvriers chasseront la direction abusive des hiérarchies administratives, incompetentes et autoritaires.*

**JAURES:** *Si ce n'est que cela, c'est l'illusion la plus creuse, car ce n'est qu'une commandite de travail... Je promène impartialement mon examen; si je me heurte chaque fois à des contradictions et à des répliques, à mon grand regret, je n'arriverai jamais au bout. Mais je me hâte, et je dis, Lagardelle, qu'en fait ce n'est qu'une commandite de travail. Alors, il y aura bien la distribution des tâches, dans la discipline secondaire, dans le détail de l'aménagement, un semblant d'économie ouvrière, mais comme les conditions générales de travail et de production sous lesquelles s'exercera cette commandite seront dictées ou par l'Etat ou par le patronat, les ouvriers ne seront pas affranchis de la discipline étatique ou de la discipline patronale. Ils seront chargés d'appliquer à leurs risques et périls et sous leur responsabilité, la discipline patronale. Eh bien, je m'étonne que Lagardelle recoure à ce procédé pour éviter ce qu'il appelle la collaboration de classe. C'est la forme la plus dangereuse de la collaboration puisque c'est celle qui, sous une apparence d'autonomie, fera peser sur le monde ouvrier toutes les responsabilités, laissera la réalité de la puissance au monde patronal (3).*

Il n'y a rien à ajouter à ce que, déjà, disait Jaurès, si ce n'est que Hubert Lagardelle était un fils de famille qui s'est féru de syndicalisme-révolutionnaire avant de passer plus tard au fascisme et au pétainisme. !!!

On aurait tort de croire que c'est par hasard que Lagardelle est passé au service de Mussolini et de Pétain. Il y a été conduit par la logique de ses idées.

-----

(2) Tendance au sein du nouveau *Parti Socialiste* animée par J.P. Chevènement.

(3) JAURES - *L'esprit du Socialisme*, Denoël Ed., page 111.



## FAITS DIVERS:

A Besançon un professeur de philosophie, militant du SGEN-CFDT, a accepté de commenter durant son cours, à la demande unanime de ses élèves, un tract traitant de la sexualité. Le père d'une des élèves (un colonel) a déposé plainte: le juge d'instruction vient de rendre une ordonnance de non-lieu. Ces faits sont connus, de même que le soutien apporté au professeur par le SGEN et la FEN, ainsi que par la quasi-totalité des élèves du lycée.

Il existe une Fédération Force Ouvrière de l'Education et de la Culture. Nous n'avons lu ni entendu aucune prise de position de cette fédération sur cette affaire. Nous espérons que c'est uniquement parce que nous sommes mal informés.

-----

## SOLIDARITE OUVRIERE:

C'est le titre d'un mensuel, porte-parole du courant "*syndicaliste révolutionnaire et anarcho-syndicaliste d'expression française*". Les camarades qui en assurent la rédaction et la diffusion sont des militants ouvriers, syndiqués FO - CFDT - CGT - FEN ou inorganisés qui luttent sur leur lieu de travail et dans leurs organisations pour faire progresser le syndicalisme révolutionnaire anti-autoritaire, le syndicalisme libertaire.

Pour le recevoir écrire à J.TOUBLET, BP 31, 78 - ST CYR L'ECOLE

-----

### CORRESPONDANCE:

Jo SALAMERO 16 rue du Languedoc Cité Léon Weber 33700 MERIGNAC

Marc PREVOTEL B.P.15 50440 BEAUMONT-HAGUE

Abonnement: 10Fr. les 6 numéros.

Soutien: 20Fr.

Marc PREVOTEL C.C.P, ROUEN 1753 41 N

-----